



MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES (MEF)
INSTITUT HAÏTIEN DE STATISTIQUE
ET D'INFORMATIQUE (IHSI)

LES COMPTES ECONOMIQUES **EN 2022**

DIRECTION DES STATISTIQUES ECONOMIQUES (DSE)
DECEMBRE 2022

LES COMPTES ECONOMIQUES EN 2022

DIRECTION DES STATISTIQUES ÉCONOMIQUES (DSE)
Décembre 2022

SOMMAIRE

I-	RÉSUMÉ : L'ÉCONOMIE HAÏTIENNE A ENCORE CHUTÉ EN 2022 -----	4
II-	ANALYSE SECTORIELLE DU PIB -----	9
2.1.-	Contraction de la branche agricole (CITI 01 – 03) -----	9
2.2-	Chute des Industries Extractives (CITI 05 – 09) -----	10
2.3-	Hausse des Industries Manufacturières (CITI 10 – 33)-----	10
2.4-	Baisse des services de base-----	11
2.4.1-	Electricité (CITI 35)-----	11
2.4.2-	Eau (CITI 36-39) -----	12
2.5-	Chute du secteur de la Construction (CITI 41 – 43)-----	13
2.6-	Evolution négative des branches Commerce (CITI 45–47), Transport et Entreposage (CITI 49-53), Hébergement et Restauration (CITI 55-56)-----	15
2.7-	Croissance de la branche Communication (CITI 58-63) -----	16
2.8-	Hausse des activités financières et d'assurances (CITI 54-66)-----	16
2.9-	Accroissement des services non marchands (CITI 84-94) -----	17
2.10-	Hausse des branches Education (CITI 85), Santé et Action Sociale (CITI 86-88)	17
2.11-	Autres Activités de Services (CITI 69-75 ; 77-82 ; 90-96 ; 97-98) -----	17
III-	OFFRE ET DEMANDE GLOBALES -----	18
IV-	PERSPECTIVES -----	20

I- RÉSUMÉ : L'ÉCONOMIE HAÏTIENNE A ENCORE CHUTÉ EN 2022

L'économie haïtienne en 2022 a affiché pour la quatrième fois consécutive une croissance négative de son Produit Intérieur Brut (PIB). A la suite des régressions successives de 1.7%, 3.3% et 1.8%, respectivement pour les années fiscales 2019, 2020 et 2021, le PIB, à prix constant, a enregistré en 2022 une chute de 1.7%, accusant ainsi une contraction en moyenne annuelle d'environ 2,1% sur les quatre derniers exercices fiscaux écoulés.

Outre les problèmes structurels, la chute de 1.7%, nettement plus prononcée que celle de 0,4% qui était préalablement prévue, est due en grande partie à la détérioration accélérée de la situation d'insécurité, de la crise du carburant et du climat politique, notamment au cours des deux derniers trimestres de l'exercice fiscal.

En effet, l'économie haïtienne a été une nouvelle fois fortement pénalisée en 2022 par les actions des hommes armés qui ont quasiment pris le pays en otage en s'installant dans plusieurs régions stratégiques de la capitale économique (Aire Métropolitaine de Port-au-Prince) et dans certaines villes de province. Les actes perpétrés chaque jour sont devenus de plus en plus déstabilisants pour les agents économiques en particulier et pour le commun des mortels en général. Cette situation alarmante qui a eu pour effet de confiner les opérateurs économiques dans un attentisme, un immobilisme interminable, n'a certainement pas été de nature à favoriser la relance de l'économie tant souhaitée en 2022.

La crise du carburant qui a traversé presque toute l'année 2022, évidemment avec des hauts et des bas, et surtout une accentuation grandissante à partir du troisième trimestre de l'exercice fiscal, a été, avec le fléau de l'insécurité, l'un des éléments de blocage ayant anéanti la velléité de renouer avec la croissance en 2022. Il en est résulté pendant plusieurs mois un ralentissement considérable des activités. Les entreprises fonctionnaient avec un horaire réduit et certaines ont même dû procéder à la compression de leur personnel afin de réduire certains coûts fixes et d'éviter ainsi la faillite, comme cela a été le cas pour plusieurs d'entre elles.

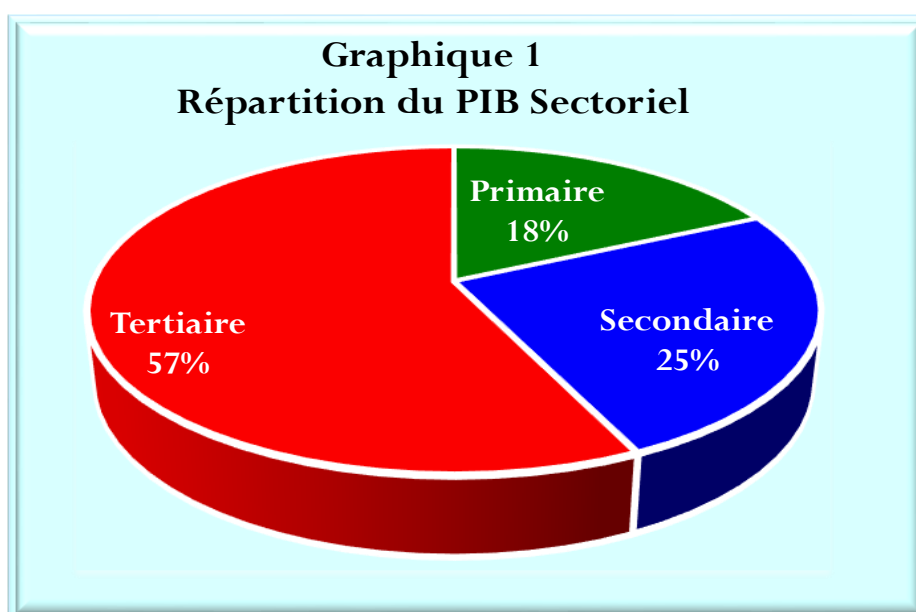
La crise socio-politique, de son côté, avec son lot de manifestations de rue, parfois émaillées de violences, les journées de grèves et surtout l'opération baptisée pays lock (pays fermé) constituait également un facteur de blocage au développement des activités économiques.

Ces goulots d'étranglement ont anémié les trois grands secteurs de l'économie diminuant leurs capacités d'augmenter relativement la création de richesses dans l'économie haïtienne en 2022. Effectivement, avec des niveaux de valeur ajoutée à prix constant de 101,3, 142.4 et de 325,7 milliards de gourdes en 2022, contre 106.1, 142.7 et 331.0 milliards en 2021, les secteurs primaire, secondaire et tertiaire ont respectivement régressé de 4,2%, 0.2% et 1.6%.

Tableau 1
Valeur ajoutée par grands secteurs d'activité
En millions de gourdes constantes
De 2017-2018 A 2021-2022
Base 2011-2012

SECTEURS D'ACTIVITE	2017-2018	2018-2019	2019-2020	2020-2021	2021-2022	VARIATION
						ANNUELLE EN 2022
SECTEUR PRIMAIRE	115,348	116,735	110,573	106,066	101,277	-4.5
SECTEUR SECONDAIRE	169,500	153,869	146,314	142,731	142,442	-0.2
SECTEUR TERTIAIRE	336,383	343,447	339,375	330,994	325,720	-1.6
VALEUR AJOUTEE BRUTE TOTALE	621,231	614,051	596,262	579,791	569,439	-1.8

SOURCE : DSE / IHSI



Concernant l'Offre et la Demande Globales, hormis la Consommation Finale des administrations publiques (+17.6%), quasiment toutes les composantes de la demande interne à savoir la Consommation Finale des Ménages (-1.0%), la Consommation Finale des Institutions Sans Buts Lucratifs au Service des Ménages (-1.0), la Formation Brute de Capital Fixe/Investissements (-10.0%) sont en recul par rapport à l'année dernière.

En attestent, à titre indicatif, la baisse de 6.6% enregistrée dans l'envoi de fonds des travailleurs de la diaspora (généralement utilisés pour financer la consommation finale des ménages), la diminution drastique du pouvoir d'achat consécutive à l'accélération de l'inflation, le repli des investissements globaux des administrations publiques de 38.7%¹ en 2022 contre -28.0% en 2021 et la chute de 23.2% des investissements directs étrangers (IDE).

¹ Ministère de l'Economie et des Finances (MEF) – Tableau des Opérations Financières de l'Etat (TOFE)

En ce qui a trait aux prix à la consommation, l'inflation a atteint des niveaux record avec des taux d'accroissement en moyenne et en glissement annuels de 27,6% et de 38,7% en 2022, contre 15,9% et 13,1% en 2021. Parallèlement, le dollar américain s'est renchéri avec une hausse, en moyenne annuelle, du taux de référence de la BRH de 32,1%, s'échangeant en moyenne à 107,1 gourdes en 2022 contre 81,1 gourdes en 2021. Plusieurs facteurs externes et internes peuvent être évoqués pour expliquer la hausse vertigineuse des prix à la consommation en 2022. Parmi lesquels on peut citer :

- *Sur le plan externe,*

L'envolée des cours mondiaux, notamment du pétrole et des produits de première nécessité (denrées alimentaires et autres) a beaucoup fait rebondir l'inflation importée dans l'économie. En effet, la rareté sur le marché mondial de certains produits de première nécessité, l'augmentation des frets dans le commerce international, provoquées en grande partie par la guerre russo-ukrainienne, ont fait exploser les prix des biens et services sur le marché mondial. Les principaux partenaires commerciaux d'Haïti dont les Etats-Unis d'Amérique et la République Dominicaine ont connu des taux record d'inflation durant l'année 2022. Il en résulte donc une hausse substantielle de l'inflation importée dans l'économie haïtienne.

- *Sur le plan interne :*

(i) la crise du carburant, un produit transversal utilisé dans tout processus de production, a fait grimper les prix de tous les biens et services dans l'économie ;

(ii) la hausse du taux de change participe aussi à l'augmentation des prix des produits importés, puisque les agents économiques ont dû déboursier beaucoup plus de gourdes pour pouvoir se procurer le dollar américain. Cette devise, par moment, se faisait plutôt rare sur le marché formel, alimentant toutes sortes de spéculation et rendant ainsi de plus en plus indispensable, pour les agents économiques, le marché informel des changes qui, généralement, pratique des taux nettement plus élevés que le marché formel ;

(iii) viennent ensuite les difficultés de circulation de personnes et de marchandises causées par le blocage répété des voies d'accès (routes interdépartementales et communales) dans le cadre des mouvements sociaux de rues. Cette situation a empêché l'approvisionnement régulier des marchés publics occasionnant ainsi la rareté de certains produits et automatiquement la hausse considérable des prix ;

(iv) le problème de l'insécurité qui sévit dans le pays a beaucoup aussi contribué à l'accroissement des prix sur le marché. Pour pouvoir arriver à destination avec leurs marchandises, les commerçants étaient souvent obligés de payer des « droits de passage » exigés par des groupes armés, ce qui augmente considérablement leurs prix de revient et par conséquent leurs prix de vente.

Tableau 2
Evolution mensuelle de l'Indice des Prix à la Consommation (IPC)
Exercice fiscal: 2020-2021 et 2021-2022

MOIS	2019-2020	2020-2021	2021-2022	Glissement annuel en 2021	Glissement annuel en 2022
Octobre	129.7	157.7	188.7	21.6	19.7
Novembre	132.0	158.5	197.5	20.1	24.6
Décembre	134.3	160.1	199.5	19.2	24.6
Janvier	136.4	162	200.8	18.8	24.0
Février	138.8	163.7	204.9	17.9	25.2
Mars	141.2	165.5	208.3	17.2	25.8
Avril	144	167.0	211.6	16.0	26.7
Mai	147.3	168.7	215.6	14.5	27.8
Juin	151.7	170.8	220.4	12.6	29.0
Juillet	155.3	174.3	227.5	12.2	30.5
Août	160.4	177.9	234.9	10.9	32.0
Septembre	159.6	180.5	250.2	13.1	38.6
Moyenne annuelle	144.2	167.2	213.3	15.9	27.6

Source Bureau des Prix / IHSI

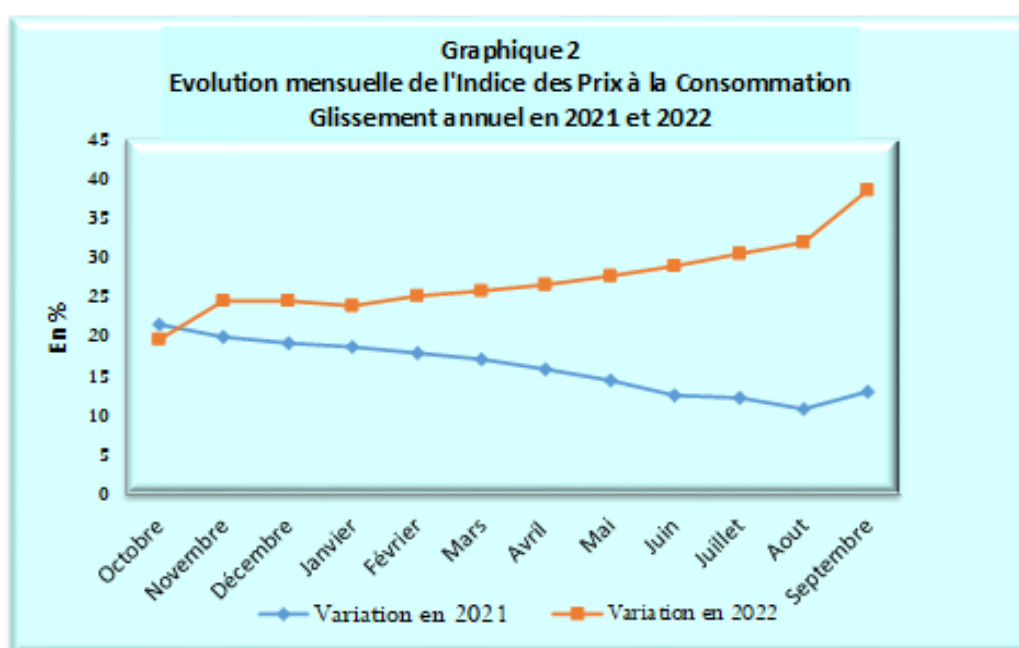
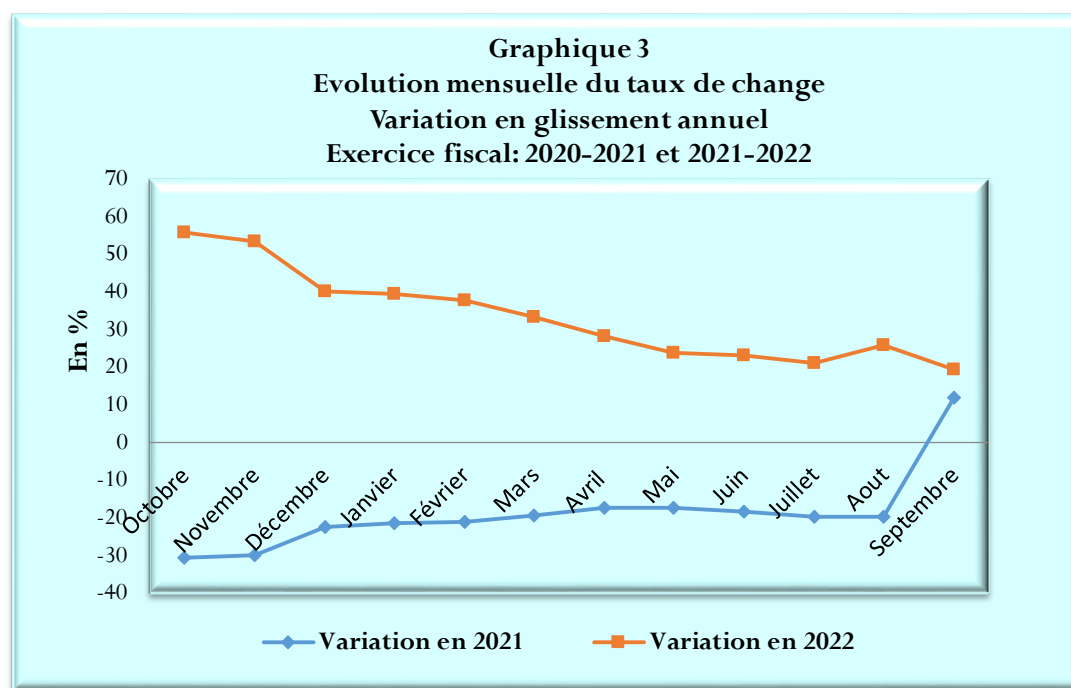


Tableau 3
Evolution mensuelle du taux de change¹
Exercice fiscal:2020-2021 et 2021-2022

MOIS	2019-2020	2020-2021	2021-2022	Glissement annuel en 2021	Glissement annuel en 2022
Octobre	92.1	64.0	99.8	-30.5	55.9
Novembre	91.7	64.3	98.7	-29.9	53.6
Décembre	91.9	71.3	100.1	-22.5	40.5
Janvier	92.2	72.5	101.2	-21.4	39.7
Février	93.8	74.1	102.1	-21.0	37.8
Mars	96.7	78.1	104.4	-19.2	33.6
Avril	99.9	82.7	106.2	-17.2	28.4
Mai	106.3	88.1	109.1	-17.1	23.9
Juin	111.5	91.2	112.6	-18.2	23.5
Juillet	116.8	93.7	113.6	-19.8	21.3
Août	119.7	96.2	121.3	-19.6	26.1
Septembre	86.8	97.4	116.5	12.2	19.6
Moyenne annuelle	99.95	81.1	107.1	-18.8	32.1

1:Taux de référence de la BRH

SOURCE: IHSI/BRH



II- ANALYSE SECTORIELLE DU PIB

2.1.- Contraction de la branche agricole (CITI 01 – 03)

Avec 95,0 milliards de gourdes de valeur ajoutée à prix constants réalisée en 2022, la branche Agriculture, Sylviculture, Elevage et Pêche s'est repliée de 4,5% par rapport à l'exercice antérieur où elle avait accumulé 99,5 milliards de gourdes. Outre le fait qu'à l'instar de beaucoup d'autres secteurs d'activité, l'Agriculture a également subi les impacts négatifs de la morosité qu'a connue le pays au cours de l'année fiscale 2022, d'autres facteurs structurels et conjoncturels ont été également à l'origine de la contre-performance du secteur agricole.

Représentant généralement environ 50% de la production agricole totale du pays, la campagne agricole de printemps a été grandement affectée par la sécheresse qui a provoqué des pertes considérables de cultures.

En effet, selon les informations quantitatives et qualitatives en provenance du ministère de l'Agriculture, des Ressources Naturelles et du Développement Rural (MARNDR) et de la Coordination Nationale de la Sécurité Alimentaire (CNSA), la mauvaise performance de la production agricole est liée aux effets récurrents d'un ensemble de contraintes naturelles, conjoncturelles et structurelles auxquelles le secteur est toujours confronté.

Dépendant dans une large mesure de très bonnes conditions pluviométriques, l'irrégularité de la distribution spatio-temporelle des pluies, observée cette année à travers plusieurs régions agricoles, n'a pas pu garantir le niveau d'humidité des sols nécessaire, affectant ainsi la végétation de certaines cultures à cycle court notamment le maïs, le sorgho et les haricots. Toutefois, d'autres cultures ayant un cycle de végétation plus long, particulièrement l'igname et dans une moindre mesure la patate douce ont pu, malgré tout, résister à ce stress hydrique.

La chute de la production agricole est caractérisée principalement par la mauvaise performance de la campagne de printemps. Ainsi, à l'exclusion de la production d'igname, de la patate douce, des citrons et limes qui ont progressé respectivement de 9,2%, 1,3%, 1,7% contre 21,0%, 2,4%, 3,1% par rapport à l'exercice 2021, la quasi-totalité des autres cultures a convergé à la baisse².

On y retrouve les produits céréaliers avec notamment le riz en baisse de 4,6% contre une croissance positive de 6,1% en 2021 ainsi que le maïs et le sorgho qui ont globalement décliné de 17,3%, contre -12,9% pour l'exercice antérieur.

Parmi les autres cultures qui se sont également inclinées pendant l'exercice fiscal 2022, on dénombre les cultures maraîchères (-5,6%), la banane (-18,7%), les haricots (-14,2%), les autres fruits (-22,1%) contre respectivement (-5,1%), (-16,0%), (-13,0%), (-20,7%).

²Ministère de l'Agriculture de Ressources Naturelles et du Développement Rural (MARNDR)
Coordination Nationale de la Sécurité Alimentaire (CNSA)

D'autres facteurs structurels encore plus contraignants se retrouvent à l'origine du manque de dynamisme de la productivité agricole. Il convient d'énumérer :

- i) Le manque d'accès des petits producteurs aux technologies nécessaires et aux moyens de production essentiels, en particulier l'eau pour l'irrigation ;
- ii) Les pertes post-récolte résultant souvent du manque d'installation de stockage et de transformation entraînant une perte de revenus ;
- iii) L'incapacité de certains producteurs à financer d'autres campagnes agricoles par manque de ressources ;
- iv) La défaillance des infrastructures routières ;
- v) L'accès extrêmement limité aux crédits des petits exploitants et ménages ruraux pour financer leurs activités productives.

Il ne faut pas non plus sous-estimer certains facteurs d'ordre naturel et conjoncturel qui sont à la base du déclin du secteur en 2022.

- a) Le manque de précipitations (chutes de pluie) observé sur plusieurs décades au cours des principales campagnes agricoles a provoqué des pertes de rendement de plusieurs cultures
- b) Le coût élevé et la mauvaise qualité des intrants
- c) Le manque de main d'œuvre agricole qui devient un problème crucial en raison de l'exode rural, de l'émigration et de l'augmentation du « taxi moto »
- d) Le manque d'appui technique aux exploitants agricoles et familles cultivatrices
- e) Les retards enregistrés dans l'octroi au profit des paysans de kits d'intrants (semences et d'outils agricoles), dans le cadre des Programmes d'Intensification Agricole (PIA) et d'autres projets inclus dans les Programmes Nationaux d'Investissement Agricole (PNIA)
- f) L'insécurité et le blocage des voies de pénétration
- g) Les raretés de carburant
- h) La faiblesse de l'investissement public dans le secteur.

2.2- Chute des Industries Extractives (CITI 05 – 09)

Les **Industries Extractives** qui sont constituées d'extraction de sable, de roches et de gravier ainsi que de la production de sel marin ont enregistré, en volume, une baisse de 4,1% après avoir totalisé 6,3 milliards de gourdes contre 6,6 milliards en 2021.

La chute de cette branche est consécutive au ralentissement des activités dans les carrières et dans les marais salants en grande partie affectée par les raretés de carburant et de l'insécurité grandissante dans les zones où ces activités sont les plus répandues. Il ne faut pas oublier qu'il s'agit là d'une branche connexe au secteur de la construction qui, elle aussi, a été en difficulté pendant l'année 2022.

2.3- Hausse des Industries Manufacturières (CITI 10 – 33)

Après avoir subi un recul de 1,7% l'année dernière, les industries manufacturières sont parmi les rares branches d'activité qui ont pu garder la tête hors de l'eau dans cette conjoncture économique extrêmement difficile en 2022. Elles ont progressé de 2,4% en

totalisant 109,3 milliards de gourdes de valeur ajoutée à prix constants contre 106,7 milliards en 2021.

Les sous branches qui ont le plus contribué à la croissance des industries manufacturières sont les **industries textiles** et celles de **fabrication alimentaire** qui ont pu tirer leurs épingles du jeu avec des hausses respectives de 9,5% et de 10,1% par rapport à l'année fiscale 2021. La hausse enregistrée par les industries textiles est compatible aux exportations des articles manufacturés qui ont atteint 420,9³ millions de dollars américains en 2022 contre 362,8 millions en 2021, soit une augmentation de 16,0%.

Parmi les autres sous-branches, hormis le secteur des **industries de fabrication de meubles et d'articles en bois** qui ont pu garder une tendance haussière de 1.6%, toutes les autres ont évolué à la baisse.

2.4- Baisse des services de base

Les services de base renferment essentiellement la production et la distribution d'électricité et d'eau. Accumulant globalement 7,5 milliards de gourdes de valeur ajoutée à prix constants en 2022, ces deux sous-branches ont contracté de 14,0%, contre -5,2% en 2021 où elles avaient atteint au total 8,8 milliards de gourdes.

2.4.1- Electricité (CITI 35)

Après avoir subi une contraction de 16,4% en 2021, la valeur ajoutée de la sous-branche **distribution d'électricité** s'est détériorée davantage avec l'accumulation de seulement 2,6 milliards de gourdes en valeur constante réalisée en 2022, contre 3,2 milliards en 2021, soit une baisse de 19,3%.

Le recul de cette sous-branche est consécutif au déclin de la production des deux grandes composantes du secteur de l'énergie en l'occurrence la composante thermique et la composante hydraulique.

En effet, représentant environ 73% de la production totale d'électricité, la production thermique qui est estimée à 339,1⁴ millions de kWh a chuté de 17,6% par rapport à l'année antérieure où elle avait atteint 411,5 millions de kWh.

Les principaux facteurs expliquant la chute de la production thermique en 2022 sont plutôt récurrents. Ils ne sont pas tellement différents de ceux observés durant les années antérieures et ce, en dépit des multiples efforts entrepris par les responsables de la Compagnie pour limiter les contraintes.

Parmi ces facteurs, on peut notamment évoquer sur le plan structurel :

³Banque de la République d'Haïti (BRH) - Balance des Paiements (BDP)

⁴ Electricité d'Haïti (EDH) – Tableau de Production

- a) Les obstacles relatifs à la construction d'infrastructures énergétiques ainsi qu'à la réhabilitation de la capacité de production des centrales thermiques existantes et qui sont défaillantes.
- b) Les défis en rapport à la réhabilitation des réseaux de transmission et de distribution tant au niveau de l'aire métropolitaine que dans les grandes villes de province.
- c) Les difficultés éprouvées par la Compagnie pour réduire les pertes, compte tenu des prises clandestines sur les réseaux de distribution.
- d) Les contraintes relatives à l'acquisition d'équipements et de matériels nécessaires pour les engins et moteurs tombés en panne.
- e) Les contraintes financières, etc.

Sur le plan conjoncturel, c'est surtout l'insécurité ainsi que les difficultés d'approvisionnement en carburant, particulièrement le mazout, qui ont plombé la productivité de la composante thermique du secteur de l'énergie.

Parallèlement, la production hydraulique évaluée à 126,3 millions de kWh en 2022 a fléchi de 5,4% contre une baisse de 6,7% enregistrée pour l'exercice antérieur. Cette réduction de la production de la composante hydraulique résulte essentiellement de l'abaissement du niveau d'eau des barrages érigés dans les lacs et rivières nécessaires au fonctionnement des turbines par manque de précipitations de pluie ainsi que d'un manque à gagner issu des Centrales de Délugé, Lanzac et de Onde Verte.

2.4.2- Eau (CITI 36-39)

À l'instar du secteur de l'énergie, la branche Production et Distribution d'Eau et Assainissement a enregistré globalement une chute de 10,9% par rapport à l'année fiscale 2021. Avec une valeur ajoutée équivalant à 5,6 milliards de gourdes à prix constants en 2021, elle est passée à 5,0 milliards au terme de l'exercice fiscal 2022.

En effet, après avoir atteint 34,7 millions de mètres cubes d'eau en 2021, la production globale du secteur de l'eau est passée à 32,5⁵ millions de mètres cubes en 2022, soit une contraction de 6,3% par rapport à l'année 2021. Cette mauvaise performance du secteur de l'eau résulte de la baisse observée au niveau de ses deux composantes.

En réalisant 20,6 millions de mètres cubes d'eau en 2022, la production des sites de forage a enregistré une diminution de 5,3% par rapport à l'année 2021 où elle avait atteint 21,8 millions de mètres cubes.

Selon des informations qualitatives recueillies du Service de production de la **Direction Nationale de l'Eau Potable et de l'Assainissement (DINEPA)**, à l'exclusion des problèmes structurels qui limitent continuellement la Compagnie dans ses champs d'action et qui constituent des défis à relever, les principaux facteurs à la base de cette déficience demeurent :

⁵ Direction Nationale de l'Eau et de l'Assainissement (DINEPA) – Tableau de Production

- a) La dégradation de l'environnement sécuritaire du pays ;
- b) Les difficultés de garantir la continuité du service de distribution à partir des stations de pompage d'eau potable sur toute l'étendue du territoire national ;
- c) Les difficultés de transportation de carburant pour les groupes électrogènes des stations de pompage ;
- d) L'impossibilité pour certains techniciens et vanniers de sortir de chez eux pour faire fonctionner les différentes stations de pompage à partir des gros groupes électrogènes ;
- e) Les troubles sociaux ;
- f) Les pénuries de carburant.

Toutefois, ils reconnaissent que la situation serait plus catastrophique s'il n'y avait pas les autres Systèmes d'Alimentation en Eau Potable (SAEP) qui fonctionnent par gravité ne nécessitant pas de carburant diesel ainsi que les stations de pompage photovoltaïques (solaires) qui ont continué à desservir les villes et communautés à travers les 10 départements géographiques du pays.

La production des sources, à l'instar de celle issue des sites de forage, s'est de nouveau abaissée passant de 12,9 millions de mètres cubes d'eau en 2021 à 11,9 millions de mètres cubes en 2022, soit une décroissance de 8,0%.

À l'origine de la déficience de ce segment de production, on retrouve les principaux obstacles suivants :

- a) La vétusté et la défaillance de canaux de distribution ;
- b) Les prises clandestines qui provoquent des pertes en eau au niveau du réseau ;
- c) Les contraintes financières ;
- d) L'extension des zones d'influence des gangs armés entraînant des difficultés d'accès pour la construction ou la réhabilitation des infrastructures hydrauliques défectueuses, etc.

En dehors de ces obstacles, les raretés d'eau, provoquées par manque de pluie provoquant la diminution du débit à partir des points de captage, sont considérées comme les principales causes du recul de la production d'eau en provenance des sources.

2.5- Chute du secteur de la Construction (CITI 41 – 43)

Accumulant 25,6 milliards de gourdes de valeur ajoutée à prix constants à la fin de l'exercice fiscal 2022, la branche **Construction (Bâtiments et Travaux Publics, BTP)** s'est inclinée à -6,0% contre une croissance négative de 4,5% en 2021.

La baisse des importations de matériaux de construction, particulièrement du ciment et du fer qui sont des intrants très importants, constituaient déjà un bon indicateur de la tendance baissière dudit secteur.

Connexe à la branche des industries extractives et à celle relative à la fabrication des ouvrages minéraux non métalliques, le secteur de la Construction a affiché une tendance baissière à l'instar de ces deux branches qui ont aussi régressé en 2022.

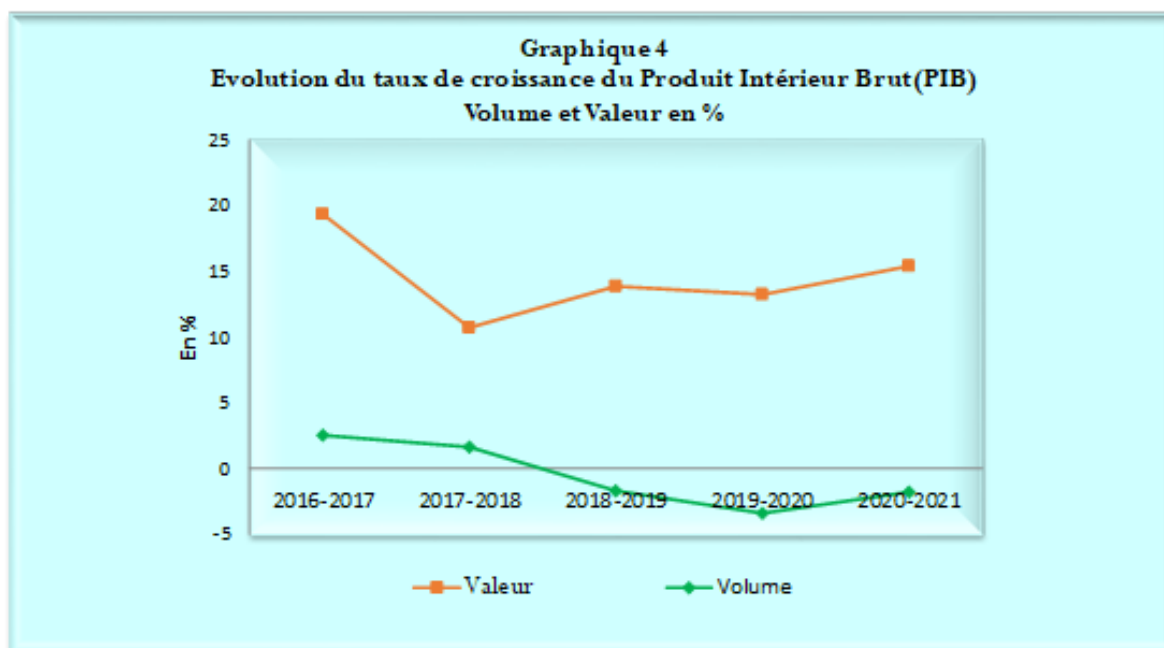
Soutenue généralement par les programmes d'interventions publiques dans le cadre des travaux d'infrastructure, la branche **Construction/BTP** a été particulièrement plombée par les divers goulots d'étranglement ayant marqué l'année fiscale 2022. Beaucoup de grands travaux de construction et de réhabilitation d'infrastructures ont pâti de cette conjoncture extrêmement difficile, notamment les grands chantiers, qui devraient être entrepris dans la Péninsule du Sud afin de réparer les dégâts provoqués par le tremblement de terre du 14 Août 2021 et de booster le développement économique de la zone.

Beaucoup d'entrepreneurs et de particuliers (y compris les gens de la diaspora) ont également hésité à se lancer dans de grands travaux de construction en raison de la situation délétaire.

Tableau 4
Valeur ajoutée par branches d'activité
En millions de gourdes constantes
de 2017-2018 A 2021-2022
Base 2011-2012

CODE CITI	BRANCHES D'ACTIVITE	2017-2018	2018-2019	2019-2020	2020-2021	2021-2022
	SECTEUR PRIMAIRE	115,348	116,735	110,573	106,066	101,277
01-03	Agriculture, sylviculture et pêche	108,449	109,692	103,760	99,473	94,954
05-09	Activités extractives	6,899	7,043	6,813	6,593	6,323
	SECTEUR SECONDAIRE	169,500	153,869	146,314	142,731	142,442
	Activités de fabrication	112,168	113,269	108,515	106,696	109,281
10-33	Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et climatisation	5,997	5,105	3,818	3,194	2,576
35	Distribution d'eau; réseau d'assainissement; gestion des déchets et remise en état	5,472	5,604	5,415	5,563	4,954
36-39	Construction	45,863	29,891	28,566	27,278	25,631
	SECTEUR TERTIAIRE	336,383	343,447	339,375	330,994	325,720
45-47	Commerce de gros et de détail, réparation de véhicules automobiles et de motocycles	141,911	145,231	140,985	129,597	119,541
49-53	Transport et Entreposage	16,756	14,368	10,893	9,048	8,263
55 - 56	Activités d'Hébergement et de Restauration.	9,120	9,125	8,839	8,608	8,418
58-63	Information et Communication	12,268	12,578	12,633	12,896	13,463
64 - 66	Activités Financières et d'Assurances	17,096	18,937	19,016	19,485	20,190
68	Activités Immobilières	25,505	26,213	26,512	26,820	27,097
84	Administration publique et défense; sécurité sociale et obligatoire	31,546	32,878	34,477	35,366	35,800
85	Education	27,934	28,627	29,240	30,157	31,325
86 - 88	Santé et Action Sociale	22,390	22,801	23,597	25,207	26,573
69-75; 77-82; 90-96; 97-98	Autres Activités de Services	31,857	32,689	33,182	33,810	35,050
	VALEUR AJOUTEE	621,231	614,051	596,261	579,791	569,439
	IMPOTS NETS DES SUBVENTIONS	37,055	32,892	29,297	34,518	34,537
	PIB	658,286	646,943	625,558	614,309	603,976
	TAUX DE CROISSANCE DU PIB	1.7	-1.7	-3.3	-1.8	-1.7

SOURCE : DSE / IHSI



2.6- *Evolution négative des branches Commerce (CITI 45–47), Transport et Entreposage (CITI 49-53), Hébergement et Restauration (CITI 55-56)*

Dans l'ensemble, la valeur ajoutée de ces trois branches d'activité dans le secteur des services (secteur tertiaire) est estimée en 2022 à 136,2 milliards de gourdes en terme réel, soit une baisse de 7,5% contre -8,4% pour l'exercice fiscal antérieur. Il faut préciser qu'en dehors de ces branches dont le poids équivaut à environ 42% du secteur tertiaire, tous les autres services ont obtenu des hausses relatives en 2022, mais pas suffisamment pour compenser la chute des branches Commerce, Transport, Entreposage et Hébergement et Restauration et permettre du coup au secteur tertiaire d'afficher globalement une croissance positive.

La branche **Commerce de gros et de détail**, à hauteur de 119,5 milliards de gourdes constantes comme valeur ajoutée, est en baisse de 7,8% par rapport à l'année 2021 où elle avait enregistré également une croissance négative de 8,1%.

Tributaire essentiellement des activités liées à la production locale et aux importations, le fléchissement de la branche Commerce dérive en partie de la contre-performance observée du secteur agricole et de certaines branches des industries manufacturières locales dont la production a aussi chuté en 2022

Par sa proximité avec le secteur commercial, la branche **Transport et Entreposage** a, elle aussi, épousé une tendance baissière. Avec une valeur ajoutée de 8.3 milliards de gourdes à prix constants, contre 9.1 en 2021, elle a décliné de 8,7%.

Le recul de cette branche, plutôt transversale, est lié à la diminution de l'ensemble des activités économiques dans le pays. Le Transport a été, en effet, l'un des secteurs les plus directement touchés par les difficultés majeures causées par les pénuries de carburant et les mouvements des groupes armés, notamment la situation qui prévaut à l'entrée Sud et à l'entrée

Nord de la capitale, sans compter dans d'autres régions de l'Aire Métropolitaine de Port-au-Prince.

La branche **Hébergement et Restauration** qui est également en rapport avec l'activité commerciale, le transport et le tourisme a, elle aussi, évolué à la baisse, subissant les effets induits desdites branches. Évaluée à 8.6 milliards de gourdes à prix constants en 2021, la valeur ajoutée de cette branche est tombée en 2022 à 8.4 milliards, soit un recul de 2,2%. Tout comme l'année dernière, cette branche a fait encore les frais des effets néfastes du phénomène de l'insécurité sur les déplacements des gens et des biens dans le pays.

En attestent le nombre de touristes de séjour arrivés dans le pays qui sont passés de 148 355 visiteurs en 2021 à seulement 37 096⁶ au terme de l'année fiscale 2022, soit une chute considérable de 75.0%.

2.7- Croissance de la branche Communication (CITI 58-63)

La branche **Communication** comporte les services de **Télécommunication** proprement dits et également ceux résultant de la production des activités d'**Edition** et de **Diffusion et Programmation**. Elle fait partie des rares activités qui ont relativement crû en 2022.

En effet, après avoir atteint 12,9 milliards de gourdes en terme réel en 2021, la valeur ajoutée de cette branche est passée à 13,5 milliards en 2022, soit une progression de 4,4%.

En dépit de nombreuses difficultés éprouvées par rapport à la dégradation de l'environnement sécuritaire et des contraintes d'approvisionnement en carburant, ce secteur, dans une certaine mesure, a pu profiter de l'utilisation à outrance des communications à distance faites par tout un chacun, justement pour contourner un peu les contraintes de déplacement des personnes liées aux problèmes d'insécurité et de carburant.

2.8- Hausse des activités financières et d'assurances (CITI 54-66)

Établie à 20,2 milliards de gourdes au terme de l'année fiscale 2022, la valeur ajoutée de la branche des activités financières et d'assurances a crû, en volume, de 3,6%, comparativement à l'exercice antérieur où elle avait atteint 19,5 milliards.

Les principales composantes de cette branche d'activité ont toutes affiché une évolution positive de leur valeur ajoutée. Pour sa part, le secteur bancaire a affiché une progression d'un peu plus de 4.0% de sa valeur ajoutée. De leur côté, les institutions de micro-finance ainsi que les autres institutions de crédit ont enregistré un accroissement moyen similaire de 4,0% de leur valeur ajoutée.

La valeur ajoutée du secteur des assurances a également évolué à la hausse, passant de 7,6 milliards de gourdes à 7,8 milliards, soit une progression en volume de 2,9%.

Léger accroissement des activités immobilières (CITI 68)

⁶Ministère du Tourisme et des Industries Créatives (MTIC) – Tableau d'arrivée des touristes de séjour et des croisiéristes

Après avoir enregistré une croissance positive de 1,2% en 2021, la valeur ajoutée de la branche immobilière a de nouveau progressé en atteignant 27,1 milliards de gourdes contre 26,8 milliards pour l'exercice antérieur réalisant ainsi, en volume, une hausse de 1,0%.

En dépit du ralentissement des activités du secteur proche de la construction, l'accroissement de la valeur ajoutée de ce secteur pourrait être attribué à l'effet de l'augmentation de la demande de logements résultant de la migration d'une bonne partie de la population fuyant certains quartiers réputés à risque notamment Martissant, Cité soleil et qui s'est largement amplifiée cette année avec l'extension des conflits dans d'autres zones, particulièrement : Croix des Bouquets, Pernier, Laboule, Canaan, Torcelle pour ne citer que celles-là.

2.9- Accroissement des services non marchands (CITI 84-94)

Le secteur des **Services Non Marchands** regroupe essentiellement les Institutions qui fournissent gratuitement ou quasi gratuitement des biens et services à la population. On y retrouve l'Administration Publique (APU), la Sécurité Sociale, les Collectivités Territoriales ainsi que les Institutions sans But Lucratif au Service des Ménages (ISBLSM).

De 35,4 milliards de gourdes, en terme réel, réalisés en 2021, la valeur ajoutée de ce secteur est passée à 35,8 milliards en 2022, soit une progression de 1,2% contre 2,6% par rapport à l'année précédente.

2.10- Hausse des branches Education (CITI 85), Santé et Action Sociale (CITI 86-88)

Cette macro-branche a un poids relativement important dans le secteur des services, soit environ 18%. Sa valeur ajoutée qui était évaluée à 55,4 milliards de gourdes constantes l'année dernière, est passée à 57,9 milliards en 2022, réalisant ainsi une augmentation de 4,6%.

Avec 31,3 milliards de gourdes de valeur ajoutée à prix constants, la branche **Education** a progressé de 3,9% par rapport à l'année fiscale 2021 où elle avait enregistré une croissance de 3,1% pour 30,2 milliards de gourdes.

Parallèlement, la valeur ajoutée de la branche **Santé et Action Sociale** a globalement enregistré une hausse de 5,4% en réalisant 26,6 milliards de gourdes en valeur constante à la fin de l'exercice fiscal 2022, contre 25,2 milliards en 2021.

2.11- Autres Activités de Services (CITI 69-75 ; 77-82 ; 90-96 ; 97-98)

Les **Autres Activités de Services** renferment toutes les autres branches d'activités couvrant les codes (69-75 ; 77-82 ; 90-96 ; 97-98) de la Classification Internationale par Type d'Industries (CITI). Etablie à 33,8 milliards de gourdes en 2021, leur valeur ajoutée est passée à 35,0 milliards de gourdes en 2022, soit une progression, en volume, de 3,7%.

III- OFFRE ET DEMANDE GLOBALES

Après une légère contraction de 0,7 % en 2021, l'**Offre Globale** qui renferme le Produit Intérieur Brut et les importations totales de biens et services a enregistré une très faible hausse, Passant de 851,7 milliards de gourdes en 2021, elle a atteint 853,1 milliards en 2022, soit un accroissement, en volume, de 0,2% par rapport à l'année antérieure. Cette hausse est due surtout à l'augmentation des importations puisque le PIB, lui, a chuté. En effet, les importations de biens et services ont progressé en atteignant, à prix constants, 249,1 milliards de gourdes au terme de l'année fiscale 2022, soit une hausse de 4,9%

L'analyse de la structure des importations montre que ce sont surtout les articles manufacturés (20.0%), les produits alimentaires (11.0%) et les combustibles minéraux (5.2%) qui ont été à l'origine de la hausse globale des importations⁷.

Du côté de la Demande Globale, hormis la Consommation Finale de l'Administration Publique et les exportations qui sont en hausse, ses autres composantes ont toutes affiché une certaine décroissance par rapport à l'année 2021.

La Consommation Finale des Ménages, la plus importante du groupe (76%), a chuté de -1,0% en réalisant 648,8 milliards de gourdes, en terme réel, contre 653,4 milliards en 2021. Ce repli peut être attribué en partie à la diminution des envois de fonds des travailleurs de la diaspora qui sont passés de 4,0 milliards de dollars américains en 2021 à 3,7⁸ milliards en 2022, soit une baisse de 6,6%.

Tableau 5
Offre & Demande Globales
En millions de gourdes courantes
de 2017-2018 A 2021-2022
Base 2011-2012

AGREGATS	2017-2018	2018-2019	2019-2020	2020-2021	2021-2022
PRODUIT INTERIEUR BRUT	1,070,166	1,249,214	1,547,378	1,699,209	2,168,223
IMPORTATION	368,681	429,691	398,050	508,604	635,090
OFFRE GLOBALE	1,438,847	1,678,905	1,945,428	2,207,813	2,803,312
CONSOMMATION					
CONSOMMATION FINALE DES MENAGES	1,038,826	1,195,948	1,374,547	1,615,217	2,110,775
CONSOMMATION FINALE DES APU	88,672	90,855	106,017	126,575	149,697
CONSOMMATION FINALE DES ISBLM	23,425	24,534	33,246	38,453	41,961
FORMATION BRUTE DE CAPITAL FIXE (FBCF)	172,239	234,184	330,077	306,674	343,927
EXPORTATION	115,685	133,384	101,541	120,894	156,952
DEMANDE GLOBALE	1,438,847	1,678,905	1,945,428	2,207,813	2,803,312

SOURCE : DSE / IHSI

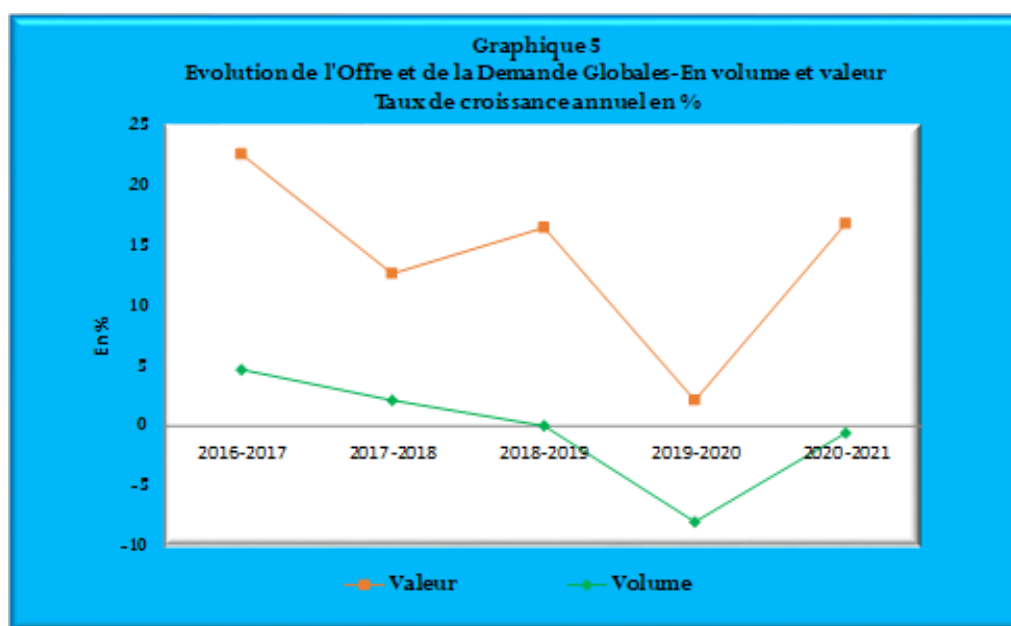
⁷ Banque de la République d'Haïti (BRH) – Balance des Paiements (BDP)

⁸ Banque de la République d'Haïti (BRH) – Balance des Paiements (BDP)

Tableau 6
Offre & Demande Globales
En millions de gourdes constantes
de 2017-2018 A 2021-2022
Base 2011-2012

AGREGATS	2017-2018	2018-2019	2019-2020	2020-2021	2021-2022
PRODUIT INTERIEUR BRUT	658,286	646,943	625,815	614,309	603,976
IMPORTATION	271,118	283,926	232,029	237,439	249,114
OFFRE GLOBALE	929,404	930,869	857,844	851,748	853,091
CONSOMMATION					
CONSOMMATION FINALE DES MENAGES	681,859	675,816	645,981	653,370	648,760
CONSOMMATION FINALE DES APU	61,105	55,875	62,071	68,101	80,089
CONSOMMATION FINALE DES ISBLM	15,272	14,166	16,086	16,540	16,373
FORMATION BRUTE DE CAPITAL FIXE (FBCF)	112,801	127,889	98,250	69,962	63,053
EXPORTATION	58,367	57,123	35,456	43,775	44,816
DEMANDE GLOBALE	929,404	930,869	857,844	851,748	853,091

SOURCE : DSE / IHSI



De leur côté, la **Consommation Finale des Institutions sans But Lucratif au Service des Ménages (ISBLSM)** et les **Investissements** (deux autres composantes de la demande interne) ont également évolué à la baisse, en accumulant respectivement, en volume, 16,3 et 63,1 milliards de gourdes en 2022, contre 16,5 et 69,9 milliards en 2021, soit des contractions respectives de 1,0% et de 10,0%.

La baisse des Investissements est toutefois compatible au recul du montant global des Investissements publics qui ont chuté en valeur nominale de 38,7%⁹ contre 28,0% en 2021. Parallèlement, le fléchissement de la Consommation Finale des ISBLSM peut être lié au départ de certaines organisations non gouvernementales qui se sont retirées du pays ou tout au moins ont réduit leurs zones d'intervention à cause de l'insécurité.

La composante de la demande externe, en l'occurrence les exportations globales, s'élève à 44,8 milliards de gourdes, en terme réel, contre 43.8 en 2021, obtenant ainsi un accroissement de seulement 2,4%, nettement inférieur à celui de 23,5% réalisé en 2021

La structure des exportations haïtiennes en 2022 révèle, tenant compte de leurs poids, que ce sont surtout les articles manufacturés (industries d'assemblage) qui ont tiré la croissance globale des exportations avec une hausse de plus de 11.7%. Viennent ensuite d'autres produits avec des hausses beaucoup plus prononcées, certes, mais ayant des poids relativement faibles tels que le café qui a crû de 25.9%, les fruits de mer dont les langoustes et les anguilles (29.4%) et la petite industrie (27.6%)¹⁰.

IV- PERSPECTIVES

En raison de nombreuses incertitudes qui pèsent sur l'évolution de la situation politique, sociale et sécuritaire du pays, il n'est pas trop évident de dégager des perspectives pour l'économie haïtienne en 2023. Il y a trop de variables inconnues dans l'équation.

Cependant, on est déjà au terme du premier trimestre de l'année fiscale 2023. Les signaux observés, jusqu'à présent, sont plutôt préoccupants quant à la bonne performance de l'économie haïtienne en 2023. Les goulots d'étranglement précédemment mentionnés ont atteint des points culminants au cours de ce trimestre. En effet, que ce soit la crise du carburant, le problème de l'insécurité ou la crise socio-politique, tous ces facteurs de blocage ont quasiment paralysé l'ensemble des activités pendant une bonne partie du premier trimestre de l'exercice fiscal 2022-2023, entraînant ainsi des conséquences désastreuses sur l'économie.

En témoignent, à titre indicatif, le renchérissement accéléré des prix à la consommation qu'on a connu en octobre et le dérapage du taux de change de la devise américaine par rapport à la monnaie nationale au cours du mois de décembre. Evidemment, si ces éléments annonciateurs n'augurent pas une économie performante en 2023, cela ne veut pas dire non plus qu'il n'y a plus moyen de permettre à l'économie de se rattraper durant les trois trimestres restants, afin d'espérer un minimum de croissance sinon d'éviter au moins une chute plus prononcée en 2023.

⁹Ministère de l'Economie et des finances (MEF) – Tableau des Opérations Financières de l'Etat (TOFE)

¹⁰ Banque de la République d'Haïti (BRH) –Balance des Paiement (BDP)

Toujours est-il que ce sont quasiment les mêmes mots qui reviennent dans cette conjoncture particulière, à savoir le renouement avec la croissance économique passe indubitablement par, entre autres :

- (i) Le rétablissement d'un climat propice aux affaires ;
- (ii) Le retour à la libre circulation des personnes et des marchandises ;
- (iii) La fin de la crise du carburant ;
- (iv) La solution au fléau de l'insécurité ;
- (v) La solution à la crise socio-politique, donc aux problèmes liés à l'instabilité.

La liste n'est pas exhaustive, mais elle permettra au moins une reprise normale des activités des grandes, moyennes, petites et micros entreprises. Il s'agit là d'un passage obligé vers le retour à la croissance, et ce, indépendamment des problèmes structurels auxquels l'économie haïtienne se trouve confrontée.

Institut Haitien de Statistique et d'Informatique (IHSI)

2, Rue Bégonia, delmas 83, HT6120 DELMAS, HAÏTI

Email : contact@ayiti.digital
dseihsi2000@yahoo.fr

Tel. +509 28 13 1387 / +509 28 11 75 00